

SIXIEME COMMISSION

SOUS-COMITE POUR PRIVILEGES ET IMMUNITES

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES ETATS-UNIS
D'AMERIQUE RELATIF AU SIEGE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Projet de rapport du Rapporteur

1. Par sa résolution No 99 (1) adoptée le 14 décembre 1946, l'Assemblée générale, vu sa décision selon laquelle le siège permanent de l'Organisation des Nations Unies doit être situé dans la ville de New-York, a reconnu que le projet d'accord relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies résultant des négociations intervenues entre, d'une part le Secrétaire général et le comité de négociations, et, d'autre part les autorités compétentes des Etats-Unis d'Amérique (document A/67) devait être adapté aux conditions du nouveau site. Elle a, en conséquence, autorisé le Secrétaire général à négocier et à conclure avec les autorités compétentes des Etats-Unis d'Amérique un accord relatif aux arrangements rendus nécessaires par l'établissement à New-York du siège permanent des Nations Unies. Elle a en outre, stipulé qu'en négociant cet accord, le Secrétaire général devait être guidé par les dispositions du projet d'accord (A/67) et que le nouvel accord négocié par le Secrétaire général ne devrait entrer en vigueur qu'après avoir été approuvé par l'Assemblée générale.

2. Cette même résolution stipulait qu'en attendant l'entrée en vigueur de l'accord relatif au siège, le Secrétaire général était autorisé à conclure des arrangements avec les autorités compétentes des Etats-Unis d'Amérique en vue de déterminer, à titre provisoire, les privilèges, les immunités

et les facilités nécessaires relatives au siège temporaire de l'Organisa-

RECEIVED

11 OCT 1947

UNITED NATIONS
ARCHIVES

tion des Nations Unies qui se trouve également situé dans l'état de New-York.*

Il est exact que le texte imprimé officiel du paragraphe 4 de la résolution emploie en réalité les mots "siège permanent de l'Organisation des Nations Unies", mais la Commission reconnaît qu'il s'agit là d'une simple erreur de rédaction et que le paragraphe 4 de la résolution a trait en fait aux sièges temporaires de Lake Success et de Flushing.

3. En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes du paragraphe 1 de la résolution en date du 14 décembre, le Secrétaire général a, après négociations, signé le 26 juin dernier, un accord avec le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; conformément au paragraphe 3 de la résolution, il est stipulé dans l'accord (section 28) que celui-ci entrera en vigueur à la suite d'un échange de notes entre le Secrétaire général dûment autorisé en vertu de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et l'autorité compétente du pouvoir exécutif des Etats-Unis dûment autorisée en vertu d'une mesure appropriée du Congrès. En conséquence, le Secrétaire général présente maintenant cet accord à l'approbation de l'Assemblée générale et la question se pose de savoir si le Secrétaire général doit être autorisé ou non à procéder à l'échange de notes destiné à donner effet à l'accord.

4. En soumettant le texte de l'accord, le Secrétaire général a également présenté un rapport explicatif (document A/371) qui indique notamment, que le Congrès des Etats-Unis a pris les mesures nécessaires pour autoriser le Secrétaire d'Etat à donner effet à l'accord. Des exemplaires de la S.J. Résolution 144 devenue Public Law 357 votée à cet effet par le Congrès des Etats-Unis, ont été transmis officieusement par le Conseiller juridique du Département d'Etat au Secrétaire général adjoint qui a mis

* Le Sous-Comité a été informé que des négociations ont été engagées entre le Secrétaire général et les autorités des Etats-Unis d'Amérique, négociations que l'on peut s'attendre à voir aboutir rapidement à une conclusion satisfaisante.

des exemplaires de ces documents à la disposition du Sous-Comité. Tout en approuvant les mesures prises par le Secrétariat, le Sous-Comité a néanmoins été d'avis qu'il n'était ni nécessaire, ni opportun que l'Organisation des Nations Unies prenne officiellement connaissance de cette résolution du Congrès du fait que c'est l'accord seul qui énonce des obligations entre les parties et que le contenu même de la résolution du Congrès est une question d'ordre intérieur qui n'intéresse que les Etats-Unis d'Amérique.

5. Le Sous-Comité a examiné le texte de l'accord et l'a comparé au projet d'accord (A/67) mentionné dans la résolution adoptée l'année dernière par l'Assemblée générale. Il est ressorti de cet examen que, bien qu'un nombre considérable de modifications aient été apportées, toutes celles-ci, à l'exception de certaines d'entre elles qui seront indiquées ci-dessous sont simplement des changements dans la rédaction ou la présentation du texte, n'impliquant aucune différence de sens, ou des remaniements imposés par le fait que l'emplacement choisi pour le siège des Nations Unies est une zone peu étendue située au coeur de la ville de New-York, alors que le projet d'accord antérieur prévoyait un emplacement beaucoup plus vaste situé dans une zone rurale.

6. En ce qui concerne les modifications ne rentrant pas dans ces catégories, certaines constituent une amélioration de la situation envisagée du point de vue de l'Organisation des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne les télécommunications (section 4), l'établissement d'un service postal (section 6), et les personnes invitées dans le district administratif, dont le cas n'était pas prévu par le projet original (section 11).

7. Les dispositions de la section 13 (b) et (c) rentrent néanmoins dans une catégorie différente. Elles traitent d'une question qui n'a été examinée en détail ni dans le projet d'accord (A/67), ni dans la convention générale relative aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. Ces dispositions accordent au Gouvernement des Etats-Unis le droit

d'exiger en dernier ressort qu'un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, un représentant du Gouvernement d'un Etat-membre, ou un membre du personnel de ce dernier quitte le territoire des Etats-Unis si, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec ses fonctions officielles, il se livre à des activités qui, s'il s'agissait d'une personne ne bénéficiant pas de privilèges la rendrait passible d'expulsion. Ce droit final du Gouvernement des Etats-Unis s'accompagne d'un certain nombre de garanties ; il est prévu notamment que dans le cas où l'intéressé jouit de l'immunité diplomatique, il ne sera requis de quitter les Etats-Unis "que conformément à la procédure d'usage appliquée aux envoyés diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement des Etats-Unis".

8. Le Sous-Comité est d'avis que ces dispositions qui se rapportent à un cas qui en pratique se produira vraisemblablement très rarement, si tant est qu'il se produise, sont raisonnables et doivent être acceptées ; on a fait ressortir, toutefois, que si ces dispositions sont bien applicables en ce qui concerne l'accord relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies, il y a lieu d'examiner le même problème en ce qui concerne les institutions spécialisées, et, en conséquence, d'en tenir compte dans une autre partie des travaux de la Commission relatifs à un projet de convention générale intéressant les institutions spécialisées (A/C.6/C.4/W.10). En outre, il conviendrait peut-être également d'examiner ce point en liaison avec la convention générale de l'Organisation des Nations Unies, étant donné que la même question pourrait fort bien se poser sur le territoire d'Etats Membres des Nations Unies autres que les Etats-Unis.

9. Au cours de la discussion des dispositions de l'accord certains points ont été soulevés que l'on est convenu de mentionner dans le rapport. Ces points sont les suivants :

- a) Relativement à la section 11, on a fait ressortir que l'expression "représentants des membres" qui n'est pas définie dans l'accord relatif au siège lui-même est définie de façon appropriée à la section

16 de la Convention générale, les deux instruments étant complémentaires l'un de l'autre

b) Relativement à la section 12, bien que cette disposition ne soit selon ses propres termes applicable qu'à la section 11, il est convenu qu'on ne peut en tirer aucune déduction, fondée sur un principe d'interprétation a contrario, qui n'affecte le sens d'aucune autre section de l'accord.

c) La section 15 a été particulièrement discutée en liaison avec la proposition de la délégation de la République Argentine (document A/378). A la suite d'une discussion détaillée et d'explications relatives à la section 15 (2), la délégation de la République Argentine s'est déclarée satisfaite et a retiré sa proposition. On a estimé néanmoins que la sous-section (2) devrait être interprétée de façon large et qu'on pourrait avantageusement s'inspirer de la section 16 de la Convention générale pour déterminer les catégories de personnes appartenant au personnel des délégations qui pourraient figurer sur les listes qui seront dressées après accord entre le Secrétaire général, le Gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement de l'Etat Membre intéressé.

d) Il est également convenu que la situation d'une personne désignée par un Etat Membre comme chargé d'affaires de sa délégation permanente auprès des Nations Unies se trouve couverte, de manière satisfaisante, soit par la sous-section (1) soit par la sous-section (2), selon le cas. En effet, si le chargé d'affaires remplit ses fonctions par intérim, pendant l'absence du chef de délégation, il figure obligatoirement dans la liste prévue aux termes de la sous-section 2.

e) Relativement à la section 16 (a) il est convenu que l'expression "aux limites du district administratif" signifie à proximité immédiate de ces limites.

f) La section 20 prévoit la conclusion entre le Secrétaire général

et les autorités compétentes des Etats-Unis de tout accord additionnel qui se révélerait nécessaire pour réaliser les buts de l'accord relatif au siège. Il est convenu que le Secrétaire général devra avoir le pouvoir de conclure de tels accords additionnels et que l'Assemblée générale devra, dans tous les cas, être informée de leur teneur. Néanmoins, chaque fois que l'accord additionnel envisagé implique une question importante que le Secrétaire général n'a pas été déjà habilité à traiter, celui-ci devra obtenir l'approbation de l'Assemblée générale avant que l'accord additionnel ne puisse entrer en vigueur.

g) Relativement à la section 28, il est convenu que les notes échangées aux fins d'entrée en vigueur de l'accord relatif au siège devraient se borner à ce but et ne rien contenir d'autre qui puisse affecter soit en les interprétant soit de toute autre manière, les dispositions de l'accord relatif au siège.

10. La question la plus complexe que le Sous-Comité ait à examiner s'est présentée au sujet de la section 26 qui porte que les dispositions de l'accord relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies complètent celles de la Convention générale ; ainsi qu'au sujet de la section 1 (1), (c) qui déclare que l'expression "Convention générale" désigne la convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies..... "telle qu'elle aura été adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis dans son instrument d'adhésion". Il n'avait pas été prévu que l'accord relatif au siège serait soumis à l'Assemblée générale pour approbation avant que le Gouvernement des Etats-Unis n'ait déposé son instrument d'adhésion à la Convention générale. Or, bien que le Gouvernement des Etats-Unis ait soumis les deux instruments au Congrès peu de temps après la signature de l'accord relatif au siège, les formalités législatives ne sont pas encore terminées en ce qui concerne la Convention générale. Afin que l'Organisation des Nations Unies puisse avoir la certitude que sa

situation est en ce qui concerne la question de son siège, assurée d'une manière satisfaisante, elle devrait être en mesure de savoir si les Etats-Unis sont, ou seront à brève échéance, partie à la Convention générale et dans quelles conditions.

11. D'après de la correspondance qui a été portée à la connaissance du Sous-Comité, il est probable que le Gouvernement des Etats-Unis devra formuler des réserves quant aux points de la section 18 de la Convention générale, dans la mesure où ceux-ci s'appliquent aux citoyens des Etats-Unis employés par les Nations Unies ; et qu'en outre, le Gouvernement des Etats-Unis est enclin à interpréter les dispositions de l'article VII relatif au laissez-passer des Nations Unies d'une façon qui diminuerait grandement la valeur de celui-ci et qui pourrait, dans un cas purement hypothétique signifier que seraient peut-être entravés les déplacements des fonctionnaires à destination ou en provenance des Etats-Unis, alors même qu'ils seraient envoyés à l'étranger en mission officielle, au service des Nations Unies.

12. Il a été décidé toutefois qu'aucun de ces trois points n'affectait les dispositions de l'accord spécial d'une façon telle que l'Assemblée générale doive hésiter à l'approuver et à autoriser le Secrétaire général à lui donner effet. D'autre part, si, dans le cas peu probable où les Etats-Unis formuleraient d'autres réserves à l'égard de la Convention générale, on se trouvait en présence d'une situation nouvelle, les Nations Unies seraient en droit de reprendre la question.

13. En ce qui concerne le fond de ces réserves le Sous-Comité a estimé qu'il ne lui appartenait pas de formuler des observations relativement à la section 18 (b), (exonération de tout impôt sur les traitements et émoluments versés aux fonctionnaires par l'Organisation des Nations Unies) cette question étant du ressort d'un autre comité. En ce qui concerne la section 18 (c) (qui a trait aux exemptions de toute obligation relative au service national) le Sous-Comité a estimé que si l'exemption totale de tous les fonctionnaires, citoyens des Etats-Unis, ne pouvait être acquise,

il était toutefois hautement désirable que le travail des Nations Unies ne soit pas entravé du fait de la mobilisation de ces fonctionnaires, et il a recommandé que ce point fasse l'objet de nouvelles discussions entre le Secrétaire général et les autorités compétentes des Etats-Unis.

14. En ce qui concerne le laissez-passer, le Sous-Comité a pris acte du fait que du point de vue des Etats-Unis, ce n'est pas là une question du domaine législatif mais administratif ; il a exprimé l'espoir que de nouvelles discussions à cet égard entre le Secrétaire général et les autorités compétentes des Etats-Unis pourraient amener le Gouvernement des Etats-Unis à modifier son point de vue actuel, tel qu'il a été porté à ce jour à la connaissance du Secrétaire général ; les dispositions de l'article VII relatif au laissez-passer pourraient alors avoir tous les effets que l'on en attendait.

15. On a fait ressortir en outre, qu'aucun Etat Membre n'a le droit de faire des réserves unilatérales à l'égard de la Convention générale ; par contre toutefois la procédure exposée à la section 36 prévoit une méthode qui permet que ces réserves soient acceptées avec l'approbation de l'Assemblée générale.

16. D'autre part, quelques membres du Sous-Comité ont été d'avis que les réserves des Etats-Unis à l'égard de la section 18 (b) et (c), qui pourraient être acceptées, devraient plutôt prendre la forme d'amendements à la Convention générale elle-même, étant donné que la situation des fonctionnaires des Nations Unies en ce qui concerne les impôts et le service militaire devrait être la même sur le territoire de tous les Etats Membres des Nations Unies.

17. Estimant, en conséquence pour les raisons exposées ci-dessus, que l'accord relatif au siège devrait être approuvé et mis en vigueur dès que possible, le Sous-Comité soumet à cette fin à la Sixième Commission le projet de résolution ci-joint.

L'ASSEMBLEE GENERALE

CONSIDERANT qu'en exécution de la résolution No 99 (1) le Secrétaire général a signé avec le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique le 26 juin 1947 un accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies ; et

CONSIDERANT que le Secrétaire général a, en conformité avec ladite résolution, soumis cet accord à l'Assemblée générale ;

AYANT ETUDIE le rapport préparé à ce sujet par la Sixième Commission ;

APPROUVE l'accord signé le 26 juin 1947 ; et

AUTORISE le Secrétaire général à mettre en vigueur cet accord suivant la procédure prévue à sa section 28, et à accomplir pour le compte de l'Organisation des Nations Unies tous actes ou fonctions qui pourraient être nécessités par cet accord.
